

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**
**Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux**
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Electron Microscope		
Solicitation No. - N° de l'invitation W0114-155153/A	Date 2014-10-28	
Client Reference No. - N° de référence du client W0114-15-5153		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$KIN-620-6457		
File No. - N° de dossier KIN-4-42121 (620)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-12-08		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Porter, Marta M.		Buyer Id - Id de l'acheteur kin620
Telephone No. - N° de téléphone (613) 547-7587 ()		FAX No. - N° de FAX (613) 545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE CFB KINGSTON 5 SOMME AVE KINGSTON Ontario K7K7B4 Canada		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0114-155153/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin620

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0114-15-5153

File No. - N° du dossier

KIN-4-42121

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

voir ci-joint

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 BESOIN	2
1.2 COMPTE RENDU	2
1.3 ACCORDS COMMERCIAUX.....	2
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	3
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	3
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION	5
2.5 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION.....	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS.....	8
5.1 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT	8
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	9
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	9
6.2 BESOIN	9
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	9
6.4 DURÉE DU CONTRAT	9
6.5 RESPONSABLES	10
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES.....	11
6.7 PAIEMENT	11
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	11
6.9 ATTESTATIONS	11
6.10 LOIS APPLICABLES	12
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
6.12 CLAUSES DU GUIDE DES CUA	12
ANNEXE «A»	13
BESOIN.....	13
ANNEXE «B»	17
BASE DE PAIEMENT	17

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0114-155153/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0114-15-5153

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42121

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN620
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Besoin

Le Département de Chimie et Génie Chimique du Collège Militaire Royal du Canada, base des forces canadiennes Kingston, Kingston Ontario, requiert un (1) microscope électronique à balayage (SEM) avec un large éventail de capacités non seulement pour l'étude de matériaux conducteurs traditionnels mais aussi adaptés pour l'étude d'échantillons qui dans leur état naturel ne sont pas conducteurs ou pour des échantillons totalement hydrates (ou contenant des substances volatiles).

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Accords commerciaux

Directives assujetties aux dispositions de:

- Entente sur le commerce intérieur (ECI)
- Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA)
- Accord de libre-échange entre le Canada et le Panama
- Accord de libre-échange Canada-Colombie
- Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECP)
- Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2014-09-25) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#), L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission financière (1 copie papier)

Section II : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Fluctuation du taux de change

[C3011T](#) (2013-11-06) Fluctuation du taux de change

Section II : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation financière

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, Delivered Duty Paid, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

6.1.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

Le Département de Chimie et Génie Chimique du Collège Militaire Royal du Canada, base des forces canadiennes Kingston, Kingston Ontario, requiert un (1) microscope électronique à balayage (SEM) avec un large éventail de capacités non seulement pour l'étude de matériaux conducteurs traditionnels mais aussi adaptés pour l'étude d'échantillons qui dans leur état naturel ne sont pas conducteurs ou pour des échantillons totalement hydratés (ou contenant des substances volatiles).

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2014-09-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2013-02-28), Achat, location et maintenance de matériel s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4004 (2013-04-25), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Le microscope devra être livré et installé le ou avant le 15 mars 2015 de plus une formation opérationnelle de l'instrument devra être complétée au plus tard le 31 mars 2015.

6.4.2 Instructions d'expédition - franco à bord Destination et rendu droits acquittés

Livraison sera conforme aux Incoterms 2000 "DDP (rendu droits acquittés)" aire de chargement du bâtiment Sawyer du collège militaire royal du Canada (11 General Crerar Crescent) Kingston, Ontario.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0114-155153/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0114-15-5153

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42121

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN620
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Marta Porter
Titre : Agent d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : 86 Clarence Street
Kingston ON., K7L 1X3
Téléphone : 613-547-7587
Télécopieur : 613-545-8067
Courriel : marta.porter@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique *(Insérer le montant au moment de l'attribution du contrat)*

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ _____
Télécopieur : ____ ____ _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur *(À remplir par le fournisseur)*

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ ____ _____
Télécopieur : ____ ____ _____
Courriel : _____

6.6. Divulgarion proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

6.7. Paiement

6.7.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix de lot ferme dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (**insérer le montant au moment de l'attribution du contrat**). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.7.2 Limite de prix

Clause du Guide des CUA [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

6.7.3 Paiement unique

Clause du Guide des CUA [H1000C](#) (2008-05-12), Paiement unique

6.7.4 Clauses du Guide des CUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

6.8 Instructions relatives à la facturation

1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0114-155153/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0114-15-5153

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42121

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN620
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4001 (2013-02-28), Achat, location et maintenance de matériel;
- c) les conditions générales supplémentaires 4004 (2013-04-25), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- d) les conditions générales 2010A (2014-09-25), biens (complexité moyenne);
- e) Annexe A, Besoin;
- f) Annexe B, Base de Paiement;
- g) la soumission de l'entrepreneur en date du _____ .

6.12 Clauses du Guide des CCUA

B1501C (2006-06-16), Appareillage électrique

ANNEXE «A»

BESOIN

Contexte

Le Département de Chimie et Génie Chimique du Collège Militaire Royal du Canada (CMRC) requiert un microscope électronique à balayage (SEM) avec un large éventail de capacités non seulement pour l'étude de matériaux conducteurs traditionnels mais aussi adaptés pour l'étude d'échantillons qui dans leur état naturel ne sont pas conducteurs ou pour des échantillons totalement hydratés (ou contenant des substances volatiles).

Accessoires obligatoires:

1. Microscope électronique à transmission à balayage permettant l'étude d'échantillons «humide» (colloïdes, émulsions ou suspensions).
2. Plate-forme chauffante (1400°C) pour étudier les changements morphologiques dans des échantillons solides pendant la phase de changement de température.

La société répondant à l'appel d'offres doit fournir des documents (spécifications de l'instrument, publication et données documentées) démontrant que les produits proposés répondent à toutes les spécifications techniques détaillées ci-dessous. Si la documentation ne démontre pas la conformité, alors une description écrite prouvant la conformité sera acceptée.

1.0 Caractéristiques et spécifications

1.1 Optique électronique:

Source: canon à effet de champ (FEG) source d'électrons qui produit:

- a) La résolution nécessaire pour les différents modes d'opération détaillés dans la section 1.2.
- b) Grande résolution spatiale à haut (30 kV), et bas (1 kV) potentiel d'accélération.

Agrandissement: 20x (à plus longue distance de fonctionnement)) à 2,000,000x

Profondeur de foyer: 2.5 – 99mm

Stabilité du faisceau: Conception de l'émission à effet de champ basé sur la méthode Schottky compatible avec un système d'analyse par spectroscopie de rayons X à dispersion d'énergie (EDS) afin d'obtenir une stabilité et densité de faisceau maximale pour la microanalyse par rayons X incluant :

- a) Une stabilité à long terme d'au moins 0.4% par 10 heures
- b) Un maximum de 200 nA courant de sonde au niveau de l'échantillon.

1.2 Résolution:

- a) En mode de vide poussé:
 - 1.2 nm à 30 kV en mode d'électrons secondaires.
 - 2.5 nm à 30 kV en mode d'électrons rétrodiffusés (BSE).
 - 3.0 nm à 1 kV en mode d'électrons secondaires.
- b) En mode de vide faible
 - 1.4 nm à 30 kV en mode d'électrons secondaires.
 - 2.5 nm à 30 kV en mode d'électrons rétrodiffusés (BSE).
 - 3.0 nm à 3 kV en mode d'électrons secondaires.

- c) En mode microscope électronique environnemental à balayage (ESEM)
 - o 1.4 nm à 30 kV en mode d'électrons secondaires.
- d) Tension d'accélération: 200V à 30kV, ajustable de manière continue
- e) Courant de faisceau: jusqu'à 200 nA

1.3 Détecteurs:

- a) Détecteur d'électrons diffusés Everhart Thornley (SE).
- b) Capacité de collecter le signal SE en mode de vide faible et en mode environnemental (ESEM) avec une résolution détaillée dans la section 1.2
- c) Détecteur d'électrons rétrodiffusés directionnel monte sur une lentille (DBS):
 - i. Sensible aux électrons émis à partir de 500 V.
 - ii. Détectant les électrons émis à angles différents afin d'aider à différencier entre l'information morphologique (électrons émis à bas angles) de l'information reliée à la composition (électrons émis à hauts angles)
 - iii. Permettant l'acquisition simultanée de spectre EDS.
- d) Une caméra infra-rouge pour visionner les échantillons dans la chambre d'analyse.

1.4 Chambre à vide pour l'échantillon- caractéristique pour la pression

- a) En mode de vide élevé (basse pression): 6×10^{-6} Pa
- b) En mode de vide faible: 10 and 130 Pa
- c) En mode environnemental (ESEM): entre 10 et 4000 Pa

1.5 Porte-échantillon:

- a) X = y = 50mm motorisé
- b) z = 50 mm total, 25mm motorisé et 25mm manuel
- c) Inclinaison = -15 ~ +75 degrés (manuel)
- d) Mouvement du porte-échantillon guidé à partir d'une image préenregistrée
- e) Inclinaison eucentrique
- f) Rotation de l'échantillon compucentrique

1.6 Accessoires:

- 1. Accessoires du STEM incluant:
 - a. Control de l'humidité et hydratation de l'échantillon grâce au contrôle en température du porte-échantillon froid.
 - b. Détecteur STEM intégré
 - i. 0.8 nm à 30 kV
 - c. Control de l'enregistrement de vidéo
 - d. Mode d'imagerie en champ clair, en champ sombre et mode annulaire grand angle en champ sombre (HAADF)
 - e. Le contrôle de la pression de la chambre contenant l'échantillon, de la température de l'échantillon, du détecteur STEM ainsi que du contraste et luminosité doivent être intégrés entièrement dans le logiciel de contrôle du SEM (l'interface graphique de l'utilisateur).
 - f. L'utilisation et étude de grille de TEM conventionnelles.

2. Chauffage du porte-échantillon avec les spécifications suivantes:
 - a. Chauffage de l'échantillon jusqu'à une température de 1400° afin d'enregistrer les changements morphologiques en temps réel.
 - b. Contrôle de l'enregistrement vidéo.
 - c. Barrière thermique protégeant les détecteurs sensibles comme le détecteur EDS
 - d. Une stabilité de température de $\pm 5^\circ$
 - e. Capacité de contrôle précis de la pression de la chambre d'échantillon, capacité de programmer un profil de température/chauffage couple a un enregistreur numérique sur l'instrument doivent être intégrés a l'interface de contrôle du SEM.
3. Kit de contrôle du chauffage/Peltier afin de contrôler la température du porte-échantillon pour le STEM ainsi que les accessoires du porte-échantillon chauffant.
4. Camera fixée sur la porte de la chambre pour permettre:
 - a. De prendre une image de l'échantillon sur le porte-échantillon de résolution 5 mégapixel
 - b. De prendre des images en couleur afin de trouver facilement et d'analyser les sections importantes de l'échantillon.
5. Dispositif de décontamination de l'échantillon attache a la chambre du SEM contenant l'échantillon qui:
 - a. est compatible avec un system EDAX EDS.
 - b. Peut être utilisé pour le nettoyage usuel de la chambre après analyse d'échantillons sales ou humides.
 - c. fonctionne pour une période de temps prolongée pour permettre des durées d'analyses longues sous vide pousse.

2.0 Spécifications générales:

- a) Ordinateur et système d'exploitation:

Ordinateur et interface ayant une performance suffisante pour permettre le fonctionnement et contrôle de tous les appareils et accessoires nécessaires pour l'utilisation de l'instrument.

Système d'exploitation Windows 7
Écran 24"
DVD+/- R/RW (incluant le logiciel)
- b) Logiciel :
 - a. Logiciel informatique d'acquisition et analyse des données ainsi que
 - b. Capacité d'exporter les données à des programmes externes pour analyses supplémentaires.
- c) Sécurité:

Le boîtier de l'instrument doit être conforme à la réglementation canadienne (CSA ou équivalent) pour rayons X, sécurité électrique et mécanique.
- d) Installation, formation et assistance:

Installation sur place au plus tard le 15 Mars 2015, la formation opérationnelle doit être menée par une personne qualifiée et données à au moins 2 participants de CMRC au plus tard le 31 Mars 2015. Les frais de transport et de mains d'œuvre doivent être inclus dans le prix.

e) Contrat de service:

Un contrat de service de 3 ans doit être inclus après la fin de la garantie. Ce contrat de service doit comprendre :

- i. La main d'œuvre, les frais de déplacement et de logement pour le technicien de maintenance.
- ii. La disponibilité du service durant les heures normales de bureau incluant :
 - a. Maintenances planifiées: pour lesquelles réparations et ajustements réguliers provenant d'une utilisation normale de l'équipement seront effectués ainsi que des vérifications de conformités, nettoyage et alignement de l'équipement que le fabricant du SEM juge utiles et nécessaires pour le bon fonctionnement de l'instrument.
 - b. Assistance téléphonique : la division de services et maintenance assurera une assistance téléphonique pour les réparations et maintenance et conseillera les utilisateurs par rapport à des questions ou préoccupations spécifiques.
 - c. Maintenances non-planifiées : En plus des visites programmées et de l'assistance téléphonique décrites ci-dessus, CMRC peut passer des appels de services de maintenance correctives sans frais supplémentaires en cas de défaillances de l'équipement avec un temps de réponse anticipée de 48 heures. Dans le cas où un représentant du service et maintenance ne peut pas résoudre un problème lié à l'équipement dans un délai raisonnable, ce représentant devra présenter le problème au fabricant de l'équipement demandant à la fois de l'assistance téléphonique et sur place afin d'accélérer la résolution du problème.
- iii. Assurance des pièces majeures de l'équipement (incluant les logiciels du système et/ou mises à jour logicielles adaptées à la configuration actuelle du SEM) et comprenant l'échange de pointes pour le FEG autant que nécessaire pour chaque année de contrat de service. CMRC sera responsable pour l'achat des articles consommables nécessaires.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0114-155153/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0114-15-5153

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42121

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN620
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE «B»

BASE DE PAIEMENT

Instructions de prix:

Les soumissionnaires devront fournir un prix de lot ferme tout compris en dollars canadiens (à l'exclusion de la TVH). Si la TVH s'applique, elle sera en sus des prix donnés ici et doit être indiqué sur les factures comme un élément distinct. Les droits de douane sont inclus.

Incoterms 2000 “DDP (rendu droits acquittés)” à l'aire de chargement du bâtiment Sawyer du collège militaire royal du Canada (11 General Crerar Crescent) Kingston, Ontario.

<u>Instrument</u>	<u>Quantité</u>	<u>DDP prix global</u>
<u>ferme</u>		
Microscope électronique à balayage <i>(Selon les spécifications techniques minimales obligatoires de l'Annexe A- Necessaire)</i>	1	\$ _____